



Avalanche

Correspondance anarchiste

Septembre 2016 ————— numéro **8**



Uruguay

Anarquía

periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Contra toda autoridad

contratodaautoridad.wordpress.com

El Sol Ácrata (Antofagasta)

periodicoelsolacrata.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras (Santiago)

sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Argentine

Exquisita Rebeldía (Buenos Aires)

exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos

publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Rebellion (Buenos Aires)

publicacionrebellion@riseup.net

Mexique

Negación

negacion_revista@riseup.net

Italie

Finimondo

finimondo.org

Tairsia (Salento)

tairsia@gmail.com

Stramonio (Milano)

malacoda@distruzione.org

Brecce (Lecce)

peggio2008@yahoo.it

Espagne

Infierno

revista_infierno@yahoo.com

France

Lucioles (Paris)

luciolesdanslanuit.blogspot.fr

Séditions (Besançon)

seditions.noblogs.org

Paris Sous Tension (Paris et au-delà)

parissoustension.noblogs.org

La Bourrasque (depuis Clermont et ses abords)

labourrasque.noblogs.org

Du pain sur la planche (Marseille)

dupainsurlaplanche.noblogs.org

Subversions

subversions@riseup.net

Belgique

La Cavale (Bruxelles)

lacavale.be

Salto

salto.noblogs.org

Pays-Bas

Roofdruk

roofdruk@riseup.net

Allemagne

Attacke! (Norden)

attaque@riseup.net

Fernweh (München)

fernweh.noblogs.org

Chronik

chronik.blackblogs.org

Suisse

Dissonanz (Zürich)

dissonanz-a@riseup.net

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)

upprorsbladet@riseup.net

Royaume-Uni

Rabble (London)

rabble.org.uk

Canada

Wreck (Vancouver)

wreckpublication.wordpress.com

Montréal Contre-Information

mtlcounter-info.org

Etats-Unis

Rififi (Bloomington)

rififibloomington.wordpress.com

Trebitch Times (St Louis)

trebitchtimes.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)

pugetsoundanarchists.org

Wildfire

wildfire.noblogs.org

+

Contrainfo

contrainfo.espiv.net

Tabula Rasa

atabularasa.org

Act for freedom now

actforfree.nostate.net

Voz como arma

vozcomoarma.noblogs.org

Publicacion Refractario

publicacionrefractario.wordpress.com

Brèves du désordre

cettesemaine.info/breves

Le Chat Noir Emeutier

lechatnoiremeutier.noblogs.org

Cela fait plus de deux ans que le projet d'Avalanche est lancé. C'était un pari à créer un instrument international de correspondance entre anarchistes éparpillés à travers les champs de conflits, un espace où des expériences de lutte pouvaient rencontrer une manière pour sauter les frontières. Nombreuses frontières, pas seulement celles créées par l'État. Avalanche a voyagé dans les sacs-à-dos, est passé de main en main, a sauté d'une région à une autre, contribuant à un espace international, informel et anarchiste d'échange et de débat. Et comme toujours, c'est à partir de ce magma informel que des nouveaux projets peuvent naître, que des coordinations de lutte peuvent être expérimentées, toujours avec les pieds bien appuyés sur le choix pour un mouvement anarchiste informel et autonome qui tend vers l'attaque immédiate, la conflictualité permanent envers tous les représentants de l'autorité et l'auto-organisation de la lutte. En ce sens, toute tentative de quantifier, mesurer cette informalité est futile et ne peut qu'intéresser les recruteurs des futurs partis.

Beaucoup de choses pourraient être dites par rapport aux manques et échecs de cette perspective générale ; beaucoup de choses pourraient être dites sur les erreurs et les lacunes dans le projet d'Avalanche. Après des discussions entre compagnons qui ont participé d'une façon ou d'une autre à Avalanche, on maintient le pari du projet. En changeant quelques aspects, on veut s'approcher plus des buts qu'on s'était donnés au début de cette tentative.

Tout d'abord, l'édition d'Avalanche sera réorganisé. Dans l'esprit de créer un vrai instrument de correspondance qui brûle les frontières, les numéros d'Avalanche seront édités en alternance par différents groupes de compagnons. Ils s'occuperont pour chaque numéro de l'envoi des rappels aux contributions, d'éditions des textes, de l'écriture d'un éditorial et ainsi de suite.

La régularité de la publication, qui n'a pas été maintenue comme voulue ces dernières deux années pour maintes raisons, sera fixée à un numéro tous les trois mois. Les dates de publications seront fixes et annoncés à l'avance, y compris les délais pour faire parvenir des contributions.

Au niveau du contenu, on veut faire le choix radical de comment Avalanche a été imaginé au début : un instrument de correspondance. Cela veut dire qu'Avalanche consistera de :

- *textes écrits pour Avalanche* (réflexions sur des luttes en cours, une approche critique de vieux et de nouveaux projets, une correspondance sur la situation sociale générale et l'évolution de la domination, des réflexions sur des conflits qui s'annoncent, des propositions avec un regard international,...)
- *textes envoyés à Avalanche* (des textes qui ont donc déjà été publiés ailleurs dans une publication anarchiste), alors accompagnés d'une introduction (longue ou courte) afin d'insérer le texte dans le projet de correspondance.
- *interviews réalisés* par des compagnons participant à Avalanche (qui, à notre avis, est une façon de communiquer qui pourrait, à certains moments et dans certains contextes, plus correspondre aux nécessités et possibilités que d'autres)
- textes ou communiqués concernant la répression et l'emprisonnement de compagnons (forcément une sélection, qui ne sera donc pas complète et donc le choix dépendra du groupe éditorial de chaque numéro) qui, évidemment, ont déjà pu être publiés ailleurs.
- correspondance, commentaires et débats sur des problèmes, des luttes, des réflexions abordées dans les numéros précédents (des lettres contribuant à un certain analyse, une approche différente d'une certaine situation de lutte, une critique ou un commentaire sur ce qui a été publié,...). La responsabilité de publier ou ne pas publier une telle correspondance est prise par le groupe éditorial qui édite le numéro en question.

Pour être clair : ces choix impliquent que dans Avalanche, on ne trouvera plus de textes qui n'ont pas été écrits pour ou envoyés à Avalanche et que des compagnons qui veulent publier un texte déjà publié dans Avalanche, devront prendre soin d'écrire une introduction à leur texte.

Le prochain numéro sortira en décembre 2016. Les contributions peuvent être envoyés à correspondance@riseup.net et cela avant le 1 décembre 2016.



Editorial

Septembre 2016

Quelque peu désorientés, nous nous retrouvons face à une situation ambiguë et contradictoire. Quand on cherche à observer le monde autour de nous, à analyser l'évolution des rapports d'exploitation et de domination dans les temps qui courent, force est de constater que nombreuses « certitudes » sont en train d'être bouleversées. L'État social, pendant des décennies le modèle par excellence du capital pour continuer à réaliser le profit, mais aussi garantir une relative paix sociale, est en pleine désintégration. Les mouvements de migration ont pris une telle ampleur qu'en à peine un an, dans certains pays européens, une nouvelle couche de prolétaires, ou plus exactement, d'exclus, s'est rajouté à la population. La guerre, qui était toujours présente car la domination est toujours en guerre contre les exclus et les opprimés, est venue s'affirmer d'une façon plus brutale : les frappes jihadistes dans les métropoles européennes, la militarisation rapide des rues des capitales, un renforcement répressif qui ne fera plus de pas en arrière. La mobilisation des esprits se généralise, la restructuration passe par des phases d'instabilité et de vulnérabilité, les enjeux prennent d'autres dimensions.

En même temps, pendant que les conditions de l'affrontement se modifient, certains horizons n'ont pas bougé d'une pouce. La grande marche en avant du développement technologique de la domination semble guère expérimenter des difficultés. Les programmes de construction et de restructuration des grandes infrastructures indispensables pour la production, la consommation, le contrôle, la guerre, l'abrutissement sont ambitieuses : nouvelles lignes de haute tension, extension des réseaux de TGV et de transport aérien, dissémination sur le territoire de structures, de relais, d'antennes encore plus performantes pour permettre le flux continu de données et de communication, exploitation de nouvelles sources énergétiques par le fracking, par la construction de nouveaux gazoducs et oléoducs, des centrales nucléaires nouvelle génération, de parcs d'éoliennes, de parcs de panneaux solaires, de barrages hydroélectriques, ... Et en même temps, le capital pousse plus loin les limites de l'exploitation, dépassant

d'anciennes contradictions et créant des nouvelles. Les programmes de recherches nanotechnologiques par exemple interviennent au niveau de l'atome singulier pour manipuler la matière, dans les laboratoires de biologie de synthèse la conception courante de l'organique et du vivant est en train d'être totalement bouleversée, des ordinateurs plus performantes permettant des programmes de recherche nécessitant d'énormes capacités de calcul (et dont les résultats deviendront des armes particulièrement redoutables aux mains du pouvoir, ce qui est leur seul et unique objectif) sur la génétique, l'ADN, le fonctionnement du cerveau humain, l'analyse à l'échelle grande nature (par les données que les technologies d'information et de communication génèrent) du comportement humain.

Face à cette situation contradictoire et ambiguë, entre modification et continuité, la désorientation ne touche pas seulement les exploités et les exclus (sombant dans la confusion, perdant tout point de repère qui n'émane pas de la domination, adhérant à des sectarismes apocalyptiques religieuses), elle touche aussi les anarchistes. Dans la tempête qui se déclenche, les foudres qui frappent, la mer qui devienne sauvage (et où la continuité est, justement, la mer de la domination), qu'est-ce qui pourrait être notre boussole pour continuer à naviguer, c'est-à-dire, à rester sur l'offensive, à prendre l'initiative ? Les expériences du passé ? Les livres d'histoires sur les grandes luttes du mouvement ouvrier et sa composante anarchiste ? Les aventures parfois rocambolesques des groupes autonomes d'il y a trente ans, agissant dans un contexte de restructuration tout à fait différent de celui d'aujourd'hui ? Un peu insatisfaisant, non ? Pourtant, il y a là-dedans un élément qui peut fournir la matière pour forger notre boussole. Les idées anarchistes, l'identification de tout pouvoir comme l'ennemi à abattre, partout et toujours, la méthodologie insurrectionnelle qui pourrait se résumer à l'auto-organisation, la conflictualité permanente et l'attaque. C'est une chose, et il faut les chérir, les défendre, les approfondir : rester à couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques telles que les nouvelles

léninistes d'aujourd'hui, les partisans des alliances et des compositions politiques, les tacticiens du possibilisme et du quantitatif.

Mais les idées ne suffisent pas. La volonté d'en découdre, le courage d'affronter les horreurs de ce monde, la décision d'attaquer sont autant nécessaires. Mais elles seules ne suffisent pas non plus. Il faut encore autre chose, il faut un projet, une orientation qui met ensemble tous les éléments de l'agir anarchiste : les idées, les analyses, la méthodologie, la volonté, la perspective. Cette projectualité est notre boussole. Elle n'est pas « locale », elle n'est pas liée à une seule lutte ou à une seule intervention, elle traverse tous nos choix, tous nos engagements, tous nos recherches, toutes nos discussions. Elle ne peut pas aspirer non plus à résoudre tous les problèmes qui peuvent se poser, à prévoir tous les obstacles à affronter, à donner, en quelque sorte, de garanties. Non, elle ne peut pas nous fournir une certitude, elle ne fait que nous accompagner sur la route. La certitude d'arriver n'en fait pas partie.

Nombreuses compagnonnes et nombreux compagnons reculent devant ces réflexions, ou reculent à force de poser en quelque sorte les mauvaises questions. N'importe la forme dans laquelle notre projectualité pourrait s'incarner à un certain moment (une lutte spécifique, une intervention dans des troubles sociaux, une trajectoire autonome d'attaques diffuses...), on ne devrait pas avoir peur du fait que ces formes ne peuvent, en soi, contenir toute la complexité des choses. Tout choix qu'on fait nous amène à faire des expériences, à approfondir certains aspects, à apprendre des erreurs aussi, pour ensuite recommencer tout, mais avec quelque chose en plus dans nos bagages. En d'autres mots, il faut oser mettre, à un certain moment, aussi un point à l'accumulation quantitative des analyses, des capacités, des contacts... « Fermer les livres » (pas pour arrêter de réfléchir évidemment), pour rendre l'action possible. C'est le moment où la qualité fait irruption. N'ayons pas peur d'elle. Ne la détruisons pas avec trop de bavardages, trop de masturbations mentales : elle est la vie même, il faut l'embrasser, pas la rejeter.

Cette projectualité insurrectionnelle, est-elle capable d'identifier l'ennemi ? Est-elle capable d'aller au-delà des façades de la domination ? La production, le

travail, la reproduction, le contrôle, la guerre : tous dépendent du bon fonctionnement de ce que le pouvoir définit lui-même comme des « infrastructures critiques » : l'énergie, le transport et la communication. La domination de demain, les chaînes de demain, sont forgées dans les laboratoires de nanotechnologies, de biotechnologies, de technologies de l'information et de la communication. La projectualité insurrectionnelle ne devrait alors pas s'arrêter à une seule façon de s'articuler, c'est la méthodologie et la perspective qui lient toutes les interventions entre elles. Ici elle prend la forme d'une lutte spécifique contre une nouvelle ligne de haute tension ou l'exploitation d'une mine à ciel ouvert, là-bas elle s'exprime dans la diffusion de sabotages contre les petites structures technologiques et énergétiques disséminés sur les territoires, encore ailleurs elle se concrétise dans la destruction des laboratoires du pouvoir.

Le deuxième aspect de cette projectualité, c'est d'être préparés pour intervenir lors des éruptions de rage qui ne cessent d'éclater autour des murs qui séparent les inclus et les exclus. Pour y intervenir, une certaine proposition organisationnelle pourrait être nécessaire, autant envers les anarchistes qu'envers d'autres rebelles. L'organisation informelle, des petits groupes basés sur l'affinité et orientés vers l'attaque, la coordination entre elles, une certaine mise en commun des connaissances, des informations et des moyens ; sans négliger que cette organisation informelle peut, à des moments d'explosion sociale et lors de luttes spécifiques, faire partie d'une proposition d'auto-organisation envers les exclus. Même si elle serait plutôt potentielle qu'effective, son mérite c'est de diffuser la méthodologie anarchiste, l'armement des exclus pour affronter leurs ennemis.

C'est le défi qu'incombe aujourd'hui à tous les anarchistes qui partagent la perspective insurrectionnelle de contribuer à clarifier cette projectualité, à l'articuler, à la faire vivre, à la proposer. L'alternative, c'est se laisser emporter par les vagues de la tempête et s'écraser sur les rochers. L'ennemi n'attend que cela.

Des anarchistes des abords de la Rio Douro et de la Senne



Un printemps en France

Septembre 2016 - France

Le texte qui suit se veut une tentative de tisser un récit non-exhaustif des événements qui se sont succédé durant la période de mars à juin 2016 en France, et plus spécifiquement à Paris. Son objectif est de contribuer à la réflexion pour pouvoir se projeter (individuellement et collectivement, par-delà les limites géographiques) dans les temps à venir mieux préparés, le regard plus aguerrri pour saisir des occasions, ouvrir des horizons, plus conscients de certaines limites afin d'être à même de tenter de les dépasser. Les différentes considérations ci-dessous n'ont aucune prétention à exprimer ni synthétiser les points de vue d'autres compagnons.

L'État français, comme de nombreux autres États européens entreprend depuis quelques années de profondes restructurations que ce soit au niveau juridique, répressif, militaire, administratif, politique, et économique. Le développement de nouvelles technologies, l'élargissement exponentielle de leur champs d'application, l'éten- du des nouveaux marchés qu'elles ouvrent, conduite à un nouveau modèle économique. Les entreprises doivent être flexibles que ce soit dans leurs décisions et leurs adaptations aux changements, dans l'organisation de la production, dans la gestion (et donc le licenciement) de la main d'œuvre. L'État – dont le rôle premier reste celui de maintenir la paix sociale – , entreprend sous couvert de « modernisation » ou de « solution face à la crise » un ensemble de réformes législatives, dont la dernière en date, la loi El Khomry rebaptisée « Loi Travail » n'a pas été avalisée dans l'indifférence comme les nombreuses réformes qui l'ont précédé ces dernières années. Dans la période turbulente qui s'est ouverte, celle de la déréliction peu à peu d'un État social qui a de moins en moins à offrir, face à ce projet de loi le bon sens de la majeure partie des exploités leur a indiqué que les modifications des conditions d'exploitation qu'elle contient ne sont pas apprécié comme un moindre mal, mais un *pire encore*. Prétexte suffisant pour descendre dans la rue exprimer une colère qui a plus à voir avec une lassitude face à cette société qu'avec la défense de revendications.

La tournure peu conventionnelle de ce « mouvement social » comparé aux précédents, tient d'abord à ce que les syndicats n'en sont pas à l'initiative mais ont « pris le train en marche », qu'ils n'ont pas réussi à l'englober ou à s'ériger en représentants des personnes en luttés, et que le pouls de ce mouvement n'est pas à prendre lors de journées de grève massive ou dans les assemblée générale des mobilisations des étudiants au sein des universités.

Comme le notait avec justesse un texte voué à parcourir, depuis l'Italie ce qui était en train de se passer en France, « *il ne s'agit pas d'un mouvement social, uni par une même raison et guidé par une classe politique plus ou moins liée ou en compétition, mais de l'explosion contemporaine de forces autonomes parfois opposées : citoyens déçus, travailleurs indignés, syndicalistes dépassés, étudiants ennuyés, glandeurs fauteurs de troubles, bandes de quartiers, subversifs en tout genre... tous dans la rue pour manifester à leur façon, s'unissant ou se séparant ou s'ignorant, mais s'affrontant en tout cas partout avec l'ordre institutionnel. Personne n'a attendu que l'assemblée souveraine d'un mouvement —social, politique ou populaire— dotée d'une raison légitime ne décrète qu'était venu le moment de l'action directe.* »

Éclatement de révoltes désordonnées bien que limitée plus que le partage de perspectives communes.

« état d'urgence on s'en fout, on veut pas d'État du tout »

Au-delà de ce qu'il permet concrètement, l'état d'urgence est apparu comme une exhortation de l'État à obéir plus que jamais à ses impératifs au nom de la menace terroriste. Perquisitions sans l'autorisation d'un juge, perquisitions de nuit, interdiction individuelle de circuler dans les quartiers où ont lieu les manifestations d'après des dispositions de l'état d'urgence.

A partir de mi-mai avant les journées de manifestation des dizaines de personnes se sont vu remettre des interdiction de paraître. Puis en juin ce sont des centaines de personnes à chaque manifestation qui ont fait l'objet d'interdiction. Dès les premières interdictions de mani-

fester le refus de se soumettre à ces mesures a été assumé publiquement entre autre à travers des tracts, des tags, un appel à s'organiser pour soutenir concrètement les interdits qui voudraient se rendre en manifestation. Cette mesure « expérimentale » n'a pas été plus respectée que les contrôles judiciaires « banales » interdisant d'une ville ou d'un département, et que beaucoup enfreignent allègrement. L'usage « détourné » des mesures de l'état d'urgence prétendument adopté pour « faire face à la menace terrorisme » a rendu limpide aux yeux de beaucoup le fait que l'état d'urgence (ainsi que les autres mesures qui sont adoptées dans ce « climat d'urgence ») est un moyen légale de plus dans l'arsenal dont dispose l'état pour maintenir l'ordre établi, pour accroître son contrôle sur ce qui le menace ou pourrait le menacer. La transgression décomplexée et assumée de ces mesures a aussi démontré empiriquement que le pouvoir naît de la docilité, de la servitude volontaire, du fait que l'on accepte d'obéir. L'affrontement de gaieté de cœur avec les flics lors des manifestations, le sabotage tout feu tout flamme d'un rassemblement de policiers contre la haine de la police, les attaques répétées de commissariats, ont sapé un peu plus l'impératif moral à serrer les rangs sous l'égide d'une unité nationale.

Il nous paraît important de rapporter ici deux faits anecdotiques mais significatifs, qui incarnent la multiplicité des raisons – en partie insondables – de la colère qui animent ceux qui sont descendus dans la rue (qui, s'il faut le préciser autant le faire dès le début, ne se limitent pas aux conditions de travail, encore moins à la seule Loi Travail, dont certains se moquent strictement). Au cours de la manifestation sauvage du 9 avril (apéro chez Valls), on a donc vu, deux soldats découvrir brusquement l'hostilité à leur encontre quand ils sont sortis de leur caserne, confiant dans leur capacité à maîtriser la situation, et contraint d'y rentrer en trombe. Et à la fin d'une manifestation lambda le 12 mai, une poignée de militaires empêchant l'accès au Musée de l'Armée place des Invalides ont eu pendant plusieurs minutes le monopole du tir de projectiles tout en se faisant copieusement insulter. Ces réactions opportunistes – parfois le nombre fait la force... – qui ont provoqué un scandale, font symboliquement voler en éclat le chantage que l'État impose à chacun de ses sujets avec la déclaration de l'état d'urgence (donc entre autre l'omniprésence de patrouilles militaires) et qu'au moyen de propagande il s'évertue à faire passer pour un pacte tacite accepté par tous car nécessaire : en effet, qui attaque celui à qui il confie volontairement sa protection et dont il accepte la présence ?

Nous, les enfants de l'avenir, comment pourrions-nous nous sentir chez nous aujourd'hui ? Nous voyons d'un mauvais œil tous les idéaux qui pourraient conduire à se sentir chez soi-même dans ce moment de transition fragile, brisé ; quant à ses « réalités », nous ne croyons pas qu'elles dureront. La glace qui soutient encore les gens aujourd'hui est devenue trop fine ; le vent qui amène le dégel souffle ; nous-mêmes qui sommes sans-logis constituons une force qui rompt la glace et toutes les autres « réalités » trop fines.

Pour la première fois depuis quelques mois la menace terroriste n'est plus le sujet qui à grand coup de propagande s'introduit par effraction dans les discussions quotidiennes, mais c'est la « question sociale » et le négatif que génère cette société qui vient prendre le haut du pavé. Cette « question sociale » et les violents et nombreux « incidents » (comme le relatent les faiseurs d'opinions) ont occupé pendant plusieurs mois une grande place dans l'opinion, c'est-à-dans l'avis que chacun se fait à distance des faits présentés par les journalistes, les experts et les politiciens, et qui agrémentent les discussions et bavardages de la vie quotidienne. Certes l'opinion entretient la passivité, c'est son rôle dans la société actuelle: maintenir chacun dans la passivité, tenir à distance les idées et les actes. Il n'y a rien d'étonnant alors à ce que *même si chacun est concerné, beaucoup s'en foutent, alors même que dans leurs villes, tout n'est pas resté tranquille* (1). Mais puisque l'Etat gouverne entre autre à travers l'opinion quotidienne, force est de constater pendant plusieurs mois un changement de climat, puisque ce qui a fait la une ce n'était plus la menace terroriste et les nouvelles mesures anti-terroristes, mais la vague de protestations et de révolte qui parcourt le pays. Ça change la donne.

Toutes autres considérations mises de côtés, le négatif à l'œuvre au cours de ce mouvement a cela de précieux qu'il a semé de la discorde dans un climat de domestication et de mise au pas des esprits. Pendant ces quelques mois, il n'est pas exagéré de dire que le chantage dégueulasse de l'État « ou avec les terroristes ou avec nous » a été peu à peu évincé, dans les esprits et les discussions, par un autre clivage qui a parcouru par endroits la société et permis de briser quelque peu la glace de ce froid polaire pour la subversion : « ou avec l'État et son statu quo, ou pour la révolte ». Que ces derniers mois dans les moments entre amis et dans les lieux de sociabilité (bars, places, lieux de travail...) c'est à partir des actes de révolte (vécus directement, rapportés par le bouche à oreille ou reçus par divers médias) que des discussions et débats partent et non pas de revendications intelligibles ou de propositions politiques portées par le « mouvement », n'est certainement pas quelque chose à minorer. Certes tous ces actes ne manifestent pas un antagonisme irréductible entre le monde de l'autorité et liberté, mais on peut remarquer (lors de diffusions de journal dans les lieux habituels) que parler de tension vers la liberté ou de subversion de l'ordre actuelle prend une autre tournure et ne vous fait plus passer pour un extraterrestre, cela suscite même chez certains un intérêt accru, voire créée une légère complicité en lieu et place du déni d'existence de rigueur habituellement. Un bon début pourrait-on dire en résumé.

« N'aménageons pas le travail, généralisons la paresse » « Nous sommes de ceux qui font l'amour l'après-midi » « On veut la retraite à 13 ans » « Le travail est la meilleure des polices. A bas les deux »

Le refus du travail qui se cache derrière ces slogans

qu'on a pu voir, a été porté tout au long du « mouvement », en contradiction flagrante avec une partie de ses composantes, qui manifestaient une volonté de préserver le statu quo, à savoir le salariat comme rapport d'exploitation, et le code du travail dans sa forme actuelle. Ces derniers, principalement les syndicats de travailleurs et les syndicats étudiants n'ont néanmoins pas eut le « contrôle » des événements ni le rôle de représentants des personnes en lutte, ce qui est démontré (du moins à Paris les jours de manifestations) par l'émergence de cette entité qui regroupe des personnes (jusqu'à plusieurs milliers) difficilement réductibles aux catégories habituelles : le cortège de tête.

Voici quelques extraits des textes, tracts et affiches, contributions anarchistes qui ont circulé durant la première partie du « mouvement », et qui cherchaient aussi à dépasser la question du refus du travail :

« Nous sommes contre le travail

Parce que nous sommes contre un système qui repose sur l'exploitation de tout et de tou-te-s.

Parce que les administrateurs de ce monde transforment l'ensemble du vivant en marchandises sur toute de la planète.

Parce que cette société n'a d'autres choix à nous proposer que la mise au travail, quelques miettes pour survivre ou l'enfermement pour les indésirables et les récalcitrant-e-s.

Parce que le travail c'est vendre son temps, ses énergies, son corps et son esprit à des patrons, à des chefs, à des machines.

Parce que le capitalisme et l'Etat prétendent avoir la main mise sur tous les aspects de notre vie et nous dépossèdent de plus en plus de toute autonomie et même de nos rêves de quelque chose de profondément autre.

Parce que ce système de production effrénée ne laisse pas d'en-dehors où chacun-e pourrait décider librement de ses activités.

Parce que Papa Etat ne garantit des droits qu'au prix de notre liberté ; c'est le même qui lâche ses chiens de garde dans la rue, crée et militarise les frontières et fait la guerre aux quatre coins du monde.

Parce que les restructurations (qu'ils appellent « crises ») signifient le durcissement de la misère, du cannibalisme social, des techniques et des technologies de contrôle.

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, nous sommes non seulement contre le travail mais surtout contre le monde qui en fait un pilier et un horizon indépassable.

Si nous ne voulons pas aménager la longueur de nos chaînes mais bel et bien les détruire, il n'y a ni négociation ni dialogue possible avec le pouvoir quel qu'il soit. Il s'agit donc de mener cette lutte au-delà des limites qu'essaient de nous imposer tous ceux qui ont intérêt à ce qu'elle étouffe dans les cadres existants (dont font partie les politiciens et les co-gestionnaires de tous ordres). »

- extrait du tract *Nous sommes contre le travail*

« Dans toute cette histoire, le code du Travail n'est pas tant le résultat victorieux des luttes ouvrières historiques qu'un compromis, des concessions accordées par le patronat, afin que, moins voracement mais sûrement, l'exploitation de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail continue.

C'est pourquoi, contrairement aux réformistes de tout poil, nous ne souhaitons pas pour horizon travailler «tous, moins ou autrement». Non. *Nous refusons de continuer à vivre dans un monde où choisir sa vie signifie se débattre entre l'exploitation quelle qu'elle soit (CDI, CDD, auto-entrepreneuriat, service civique, etc.), le flicage administratif des aides sociales, l'ennui, la prison ou la mort.*

Nous n'appelons pas non plus à on ne sait quelle union confusionniste et démagogique des «travailleurs» ou de «la jeunesse». Il y a *plein de métiers et secteurs qui sont à divers degrés responsables de la domination et de l'exploitation et donc, le résultat d'un choix personnel : flics, vigiles, militaires, professionnels de la sécurité, concepteurs des technologies de surveillance et de contrôle, souvent en collaboration avec des universitaires, urbanistes, publicitaires, toutes ces entreprises (des grosses comme des petits sous-traitants) qui se font de l'argent sur la chasse aux sans-papiers, sur la spéculation immobilière, sur l'enfermement, tout le savoir-faire français dans le maintien de l'ordre, dans l'industrie des armes, du nucléaire (source de répugnante fierté pour les patriotards), toute la racaille des contrôleurs dans les transports en commun et des huissiers de justice, toutes ces sous-merdes de DRH qui nous remercient poliment pour nous dire qu'ils nous virent, etc. Souhaitons-nous lutter pour la protection de l'emploi de tous ces braves travailleurs qui «ne font que leur travail»? Certainement pas. »
- extrait de Paris sous tension n°6, *Protestation bénigne contre une loi de l'exploitation...ou révolte contre le vol de nos vies ?**

« Les différentes lois que le pouvoir cherche à nous faire avaler visent à nous aliéner encore davantage et nous forcer à accepter le fondement de leur société pourrie, fondée sur l'exploitation et la guerre de tous contre tous : entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas ; entre les pauvres sans emploi et ceux dépourvus de papiers, qui fuient les guerres et la misère, s'affranchissent des frontières ultra-sécurisées et s'opposent aux chiens de garde des États. Toutes ces divisions entre exploités, qui ne sont que le reflet de ce monde compétitif et carceral pour lequel le pouvoir œuvre chaque jour, sont autant de barrières à abattre. »

- extrait d'une affiche collée à Besançon *Contre ce monde d'esclaves et de misère... Engouffrons-nous dans le chemin de la révolte !*

« *Si nous voulons abandonner le salariat... C'est pour choisir enfin de gérer librement notre énergie et notre temps de vie. C'est pour agir dans nos vies selon nos aspirations et nos besoins individuels et collectifs. Par conséquent c'est fuir le travail dicté par les aspirations et les besoins des patrons, des entreprises et du marché. Nous pensons que le travail, qu'il soit en usine ou dans des bureaux, bien ou mal payé, qu'il nécessite de lon-*

gues ou de courtes durées d'étude, ne libère pas.

Au contraire, il vise plus à nous occuper l'esprit et à nous désintéresser des questions éthiques de nos vies et de nos sociétés, à nous contraindre à la survie et de fait à la consommation. »

- extrait d'un tract diffusé par des lycéens à Saint-Nazaire

« On crache sur l'esclavage à vie du CDI comme sur la galère quotidienne de la précarité. Ce qui remplit les rues ces jours-ci, c'est le ras-le-bol envers ce monde de plus en plus invivable. Ce qui apparaît là, c'est un refus du travail, la conscience peut-être encore imprécise mais bien présente que toute loi est une chaîne. Il y a ici et là quelques petites secousses dans la normalité de cette société : des frémissements dans lesquels nous pouvons voir un refus de la soumission et de l'impuissance quotidiennes, une mise en cause de la résignation généralisée. »

- extrait de l'affiche *Nous n'avons rien à défendre*

« Si on «s'énerve», si on «déborde», si on casse tout simplement, ce n'est pas parce que cette loi nous empêchera de réussir dans cette société; c'est parce que la moindre perspective d'y réussir va à l'encontre de tout ce qui rend la vie digne d'être vécue: la beauté, la passion, le bonheur, la liberté – ne les mesurons pas. » - extrait de *Ceci n'est pas une insurrection*

« Rompre avec les schémas de cette normalité signifie aussi rompre avec les schémas de la politique, du consensus, de la gestion démocratique. S'efforcer de rendre compréhensibles nos idées et nos actes ne signifie pas se reléguer à l'impuissance, renoncer à agir, se concerter avec ceux qui veulent « mieux gérer » ce système structurellement fondé sur l'oppression et sur la domination. L'attaque du pouvoir ne sera jamais consensuelle, même pas parmi les exploités et les victimes du pouvoir. Mais c'est justement à partir de l'attaque du pouvoir, de ses idées, ses modèles, ses structures et ses personnes, que nous voulons « rencontrer les gens », peu importe si nous sommes étudiants ou travailleurs, chômeurs ou précaires, avec ou sans papiers. C'est à partir d'un terrain d'hostilité partagée contre la domination, contre toutes les dominations, que nous pourrions peut-être un jour construire quelque chose de différent de manière collective. »

- extrait de *Point de vue sur le mouvement contre la loi travail*

C'est ainsi que tout commença

La naissance de ce « mouvement » tient à peu de choses : la détermination des lycéens qui bloquent leurs lycées, l'improvisation de manifestations autonomes les matinées avant les manifestations, rejoints par des « non-lycéens », une attitude sauvage qui s'exprime aussi bien dans la ferme volonté de continuer sa route malgré les dispositifs policiers que dans les dégradations variées dont les enseignes capitalistes font les frais dès les premiers jours (comme par exemple lors d'une manif sauvage d'une centaine de participants qui partit spontanément

d'une assemblée et qui détruisit sur son passage une trentaine de commerces et d'agences). Une lucidité aussi, qui amena entre autre à virer de la première manifestation un candidat d'extrême gauche aux dernières élections présidentielles, la lucidité de ceux qui savent que quand un politicien parle la révolte, il ment. Les syndicats voient alors la possibilité pour eux d'accroître leur rapport de force face au gouvernement et aux représentants du patronat alors même que les négociations et les discussions concernant le projet de « Loi Travail » allaient commencer, mais leur tentative d'encadrer ce curieux cortège sans mots d'ordre et sans drapeaux se heurte à un refus : première bagarre avec les services d'ordres qui tentèrent d'empêcher la remontée en tête de cortège et livrèrent des manifestants à la police. (Le soir même un local CGT eut ses vitres cassées, accompagné d'une revendication rappelant « ce que sont les syndicats : des amis utiles des patrons et des flics »).

Nous ne ferons pas ici l'histoire des semaines qui ont suivi, mais livrons quelques uns des constats et des interrogations à partir de différentes situations.

« Car, tant que les métros transportent le bétail humain, tant que le courant électrique alimente les usines de mort et les laboratoires du contrôle, tant que l'argent continue à circuler, tant que les écrans continuent de diffuser la propagande, tant que les fibres et les antennes assurent notre dépendance, tant que les artères de la ville impriment leur rythme à nos corps et nos esprits, tant que ... »

- extrait du tract *Nous sommes contre le travail*

Le blocage des raffineries et des dépôts de carburant qui arrive à la fin mai (dans une moindre mesure les jours où les grèves dans les transports ont été effectives) est un des moments où dans certaines zones et simultanément il en a fallu peu pour que presque tout le monde soit concerné. Le moment où chacun est de par la force des choses amené à prendre acte ou position, parce que le quotidien ne suit plus son cours, est sûrement un moment intéressant à atteindre. Peut-être alors peut-on regretter que n'ait pas été accentuer la séparation entre les premiers impliqués dans ces actions et les organisations syndicales (à travers leurs représentants) pour qui l'enjeu n'était que d'ériger un rapport de force avec le gouvernement et d'éviter que la situation ne leur échappe. Mais si favoriser l'émergence de grèves autonomes n'est pas de notre ressort, et exige d'investir un terrain et des relations qui ne sont pas les nôtres, reste la possibilité de diffuser d'autres moyens d'actions pour bloquer et saboter la production et la circulation des différents flux (énergétiques, humains, de marchandises). Des moyens moins efficaces, mais sûrement plus reproductibles. Pas dans le but de renverser un rapport de force en sa faveur mais pour accentuer ou prolonger le désordre occasionné. Concernant les transports on a vu par exemple dans différentes villes se pratiquer ou se diffuser l'incendie sur les voies, le sectionnement de câble ou de fils de commande, le cimentage de rails...

Le parti socialiste actuellement au gouvernement, incarnation de la Gauche, n'a pas seulement produit du mécontentement dans l'opinion, mais a aussi recueilli de l'hostilité dans les actes. On apprenait fin juin qu'une petite centaine de ses permanences et sièges à travers la France avaient été dégradés, vandalisés, failli être incendiés ou « pris pour cible » (ce qui dans ce cas là renvoie a priori à des collages d'affiches, d'autocollants ou quelques tags), des attaques « déconnectées de toute revendication politique » regrette un député, plongeant ces hommes de pouvoir et leurs relais militants dans un embarras si appréciable : « *On a des remontées de terrain qui nous disent que les gars veulent nous casser la figure s'ils nous reconnaissent dans la rue ou à la terrasse des cafés. Comment on va faire si c'est vrai ? On ne va quand même pas tous demander une protection policière ?* ». Les multiples raisons de ces actes sont naturellement insondables, ce qui ne nous interdit pas d'avancer des hypothèses. Ces temps-ci le parti au gouvernement est attaqué par « sa gauche » ce qui ne désigne pas grand chose certes, mais exclut les motivations réactionnaires et conservatrices comme il a pu faire les frais il y a quelques années lors de l'opposition au Mariage pour Tous en 2013. Certaines attaques sont contre le pouvoir en tant que tel, sans équivoque. Et les autres ? Actes de citoyens déçus ou désabusés, fruit de la vengeance face à un sentiment de trahison, expression de rage face aux responsables d'une vie de labeurs, volonté de « rendre la monnaie de leur pièce » à des politiciens véreux... des gens qui se souviennent des « promesses » et du « bon sens » qui les a amené à participer aux systèmes démocratiques, des espoirs qui disent « demain, demain, ça va changer », et qui se souviennent de chaque aube de jouissance refusée, de chaque instant perdu et qui se vengent de leurs corps labourés par les ans ; voilà quelques hypothèses.

Un des enjeu qui se pose alors dans la période qui s'ouvre (avec les élections présidentielles dans 9 mois...) c'est de partir d'une hostilité diffuse contre un parti au pouvoir, contre certains représentants, pour aller vers un refus du système démocratique dans son ensemble, de tuer dans l'œuf les tentatives de récupération et d'intégration à la politique de cette colère, d'élargir le tableau des responsables du maintien de cette société dégueulasse, d'attiser l'orgueil et le désir d'autres rapports sociaux, de faire résonner ce cri du cœur de Louise Michel : *Le pouvoir ! C'est se servir d'un ciseau de verre pour sculpter le marbre. Allons donc ! dominer c'est être tyran, être dominés c'est être lâches !*

Les grandes questions qui en découlent sont de savoir comment rendre une situation (même pendant un temps ou dans un espace limité) ingouvernable, et ce que pourrait être une « lutte anti-électorale » dans l'année à venir.

***Plus loin, vous devez aller plus loin
que les arbres qui vous emprisonnent
et quand vous les aurez dépassés
tâchez de ne pas vous arrêter.
Plus loin allez toujours plus loin
que le présent qui vous enchaîne encore
et quand vous serez délivrés reprenez la route à nouveau***

***Plus loin, toujours, beaucoup plus loin, plus loin
que le lendemain qui s'approche, et quand vous
croyez être arrivés,
sachez trouver de nouveaux chemins***

Au fur et à mesure des semaines, le cortège de tête s'est de plus en plus axé vers l'affrontement (avec la police, parfois les services d'ordres, pour certains les journalistes), la casse (mobiliers urbains, commerces et agences, caméras de surveillance...), et s'est aussi illustré par l'abondance de tags divers et variés, attestant d'une certaine créativité et souvent teintés d'humour, de dérisions, de provocation et d'ironie. En vrac : « 1789, les casseurs prennent la Bastille », « Si on se jette dehors avec le diable au corps c'est qu'on refuse de vivre comme des morts », « Nous sommes les oiseaux de la tempête qui s'annonce », « Il est grand temps de rallumer les molotovs, Appollinaire », « On a pas le temps de le vendre, nique le taf », « Nos casseurs ont du talent », « Arrache la joie aux jours qui filent », « La révolte sera convulsive ou ne sera pas », « Tiens tes agios » à côté d'un distributeur de billets éclatés, « Le travail c'est La Santé, le chômage c'est Fleury, feu aux prisons », etc etc. Malgré tout nous peinons à imaginer (en raison de l'organisation des forces policières, des zones dans lesquels ont lieu les manifestations, de leurs formes etc) comment les manifestations pourraient aller au-delà de ce qu'elles sont déjà, et bien qu'étant d'un intérêt certain nous ne attarderons pas dessus. La question que l'on soulève néanmoins est de savoir pourquoi les émeutes en manifestations (que malheureusement la science du maintien de l'ordre à la française parvient à gérée) ne se propage pas, ne et se prolonge que peu souvent sous une autre forme les heures qui suivent, et des moyens pour y remédier.

L'autre constance de ce mouvement est la volonté de partir dès que possible en manifestations sauvages, qui rassemblent une réelle diversité de personnes.

Il y en eut de nombreuses à Paris, parmi lesquelles une partant d'un rassemblement devant un lycée et attaquant deux commissariats sur son chemin dans la spontanéité, plusieurs partant de la place de la République (lieu de rassemblement pendant de nombreuses semaines), attaquant un soir commissariat et toutes les banques en chemin, des agences et des commerces, incendiant une voiture de police croisée en chemin un après-midi, se rendant devant le siège du syndicat CDFP (détesté par beaucoup) pour le défoncer une soirée (action qui fut « complétée » le lendemain par l'attaque nocturne du siège de la CGT, dont l'appréciation est ambiguë chez de nombreuses personnes en lutte, à cause des cotés « combatifs » dont il sait se doter. Action revendiquée par des anarchistes, précédée et suivie d'autres attaques de locaux de syndicats). Si parfois la direction prise par le cortège est improvisée sur le moment, bien souvent certains ont des idées précises (et pour différentes raisons) d'où aller. Si la casse et l'incendie ne trouve pas d'opposition incapacitante à l'intérieur de ces manifestations, dont les participants acquièrent au

fur et à mesure une certaine intelligence de la situation, de l'agilité et de la confiance, la question de savoir où aller, pour quoi faire, gagnerait à être approfondie. Car parmi les bons côtés de ce genre de déambulations, il est certains que pendant un bref temps (généralement le temps que le dispositif policier contrôle la zone où enserre le cortège) des possibilités s'ouvrent.

Mais si nous voulons être libres d'agir en dehors de manifestations sauvages ou de situation d'émeutes, accentuer le conflit où l'étendre, nous appartenir à nous même dans l'action c'est-à-dire que le lien entre nos idées et nos actions, entre ce que nous pensons et ce que nous faisons soit le plus ténu possible, nous n'avons pas seulement besoin de l'impulsion pour agir, des moyens pour le faire et de s'organiser adéquatement, il nous faut aussi des connaissances – qui doivent être continuellement approfondies et revues – sur la réalité dans laquelle nous évoluons, c'est-à-dire le monde qui nous entoure, et sur les possibilités concrètes d'y intervenir efficacement. Comme on a pu le ressentir, l'urgence d'agir est souvent un frein à cette recherche de connaissance qu'il est précieux d'anticiper.

Pour porter des coups dès maintenant à cet ordre des choses d'une manière qui est en adéquation avec les idées anarchistes, cela demande aussi d'adopter un certain regard. S'organiser à peu nombreux pour attaquer de « petits » objectifs partout et tout le temps, voilà une proposition qui a été faite, dans les actes, et entre autre par la diffusion (limitée...) d'un texte qui, bien qu'écrit dans les années 80 et dans le contexte italien de l'époque, garde toute sa pertinence puisqu'il invite à *aller du centre à la périphérie*, à attaquer les «petits terminaux d'un monstrueux projet de contrôle et de répression, de production et d'enrichissement pour les patrons du monde» parce que «à partir du petit ruisseau, mince et inoffensif, se construit, à force d'affluents, le grand fleuve sale et tourbillonnant. Si nous ne pouvons pas bâtir un barrage sur le fleuve, parce que nos forces ne sont pas suffisantes, qu'on réduise au moins l'afflux d'eau, en coupant une partie de ces petits apports. Cela, nous pouvons le faire. Aucun contrôle répressif, si dense qu'il soit, ne pourra jamais s'assurer de chaque élément de l'ensemble du projet productif. La dispersion dans le territoire est l'une des conditions de la production capitaliste. Voilà, elle peut devenir le point de départ d'une stratégie d'attaque.»

Des centaines de banques ont été prises pour cible, dans certains quartiers leurs responsables ont renoncé à réparer les distributeurs où les vitres, des assurances, des agences immobilières, des magasins, des concessionnaires automobiles, des hôtels de luxes, des stations de bus et de tramways, des tribunaux et des écoles de commerce, des chaînes de restauration, des pôles emplois, des agences d'intérim, des autolib', ça et d'autres choses encore. Tout ça est la partie la plus visible du capitalisme, ce sont des lieux de mort dont nous savons concrètement le tort immense que ces lieux (et toutes les infrastructures qui se trouvent partout ailleurs) ont

sur ce bref et unique passage que nous faisons sur cette planète. A ce titre nous nous sommes réjouis qu'elles soient attaquées – cela nous rassure même – . Mais si nous nous demandons ce que c'est que le capitalisme, les conditions de son existence, de sa perpétuation, de son accroissement de plus en plus totalitaire et intrusif, alors nous arrivons à l'idée qu'il faudrait peut-être aussi viser là où le capitalisme est en évolution, sa partie la plus avancée, ou plutôt qui est entrain d'avancer parce que c'est aussi dans cette conquête qu'est sa force et notre malheur. Un exemple (peut-être hasardeux), les agences immobilières sont attaquées, mais aujourd'hui de nouveaux « agents » tout autant voir plus redoutables ont pris place (RBNB mais aussi d'autres start-ups), doté d'un versant « participatif », « convivial » « solidaire » qui vont justifier la propriété privée en créant de nouvelles possibilités qui finalement disent que chacun peut tirer un bon parti du système capitaliste. Et la restructurations urbaines, l'embourgeoisement des quartiers ne se fait pas qu'avec des grands groupes de promoteurs immobiliers, d'investisseurs et de constructeurs, mais grâce à de nombreux « agents» qui préparent le terrain. Les pôles emplois et agences d'intérim' sont prises pour cibles, depuis peu de nombreuses start-ups se développent visant à les suppléer ou compléter leurs rôles. De même en ce qui concerne le contrôle et la répression, dont la recherche dans ce domaine et l'élaboration de nouveaux outils est extrêmement décentralisé. Un des paradoxes de ce « mouvement » est qu'alors que son point de départ est l'annonce d'un projet de loi visant à flexibiliser le marché du travail, il y eut si peu autours de ce nouveau « monde du travail », dont les très nombreuses pépinières d'entreprises (regroupant des centaines et bientôt des milliers de smart-ups) qui ont colonisé Paris sont l'incarnation, en plus d'être de nouveaux responsables de l'exploitation et de la domination. L'intérêt d'une « cartographie » du pouvoir, de la domination et de l'exploitation rejoint alors les questionnements autour des possibilités ouvertes quand le désordre s'immisce dans l'ordre de la ville.

« Paris, debout, soulève toi »

La banalisation du superlatif ces derniers mois pour décrire ce qu'il se passe réellement (je pense précisément à cette nouvelle manie de voir une insurrection ou la destitution (sic) du gouvernement dans la première émeute venue et les premiers affrontements avec la police lors des manifestations) ne nous est d'aucune aide pour penser et favoriser le déclenchement d'une insurrection, bien au contraire. Si un peu de lucidité nous fait dire amèrement qu'au vu de nos maigres capacités il n'est pas du ressort des anarchistes de déclencher une insurrection (et cela est très probablement vrai dans notre contexte), en revanche en ce qui concerne le fait de la favoriser (ou plus « modestement » de favoriser ce qui est peut-être un préalable, comme une émeute, ou tout simplement des moments où s'exprime la révolte), décliner une invitation à y réfléchir concrètement ne peut qu'amener à rater des occasions dans les temps à venir. Un épisode

nous revient à l'esprit. Quelques heures après la grosse manifestation du 14 juin, une poignée de personnes débouchant du métro préviennent un groupe déjà échaudé par l'après-midi que des contrôles de la RATP ont lieu dans le métro. Il n'en fallut pas plus pour que quelques minutes plus tard les contrôleurs soient contraints à fuir sous les insultes et les jets de canettes, et poursuivis dans leur fuite. Quant à leur voiture restée sur la place, elle fut rapidement prise pour cible par la foule complice, taguée, dégradée puis incendiée. Que faudrait-il pour que de tels élans mariant complicité et révolte arrivent ailleurs et dans une multitude d'autres situations ?

Si de « petites actions » ne suffisent pas à elles seules, elles ont pour avantage de ne pas nécessiter de grands moyens et ainsi d'éloigner les risques de spécialisation. En plus d'être une réalisation personnelle de ce que chacun entend par « lutter », elles sont autant d'invitations à agir. Que des individus, seuls ou en groupe d'amis, après s'être mis en jeu au cours d'une manifestation soit tentés de poursuivre la lutte sur un autre terrain n'est pas un pari saugrenu. De là l'intérêt de multiplier les propositions. Reste la question du contexte, car si chacun dispose de moments pour agir, il est aussi nécessaire de provoquer des situations favorables. Que des personnes à l'écart des manifestations, qui cependant voient d'un bon œil via le bouche à oreille, internet ou la télévision ce qu'il s'y passe, soient disposés à se lever du canapé ou à quitter le bistrot pour agir eux aussi, cela est probable également. Il est significatif que lors de la dernière manifestation sauvage un début de soirée en juin, en plein cœur de Belleville, à l'approche du cortège certains groupes de personnes le voyant arriver de loin et l'identifiant comme « les casseurs » (c'est là que le piège sémantique de l'Etat et des journalistes se referment...) hésite à le rejoindre. Et qu'après l'invasion du quartier par les policiers et la diffusion dans l'air des gaz lacrymogènes de petits groupes de jeunes commencent à s'agiter dans les rues alentours. Là encore on touche à la question de la durée et de l'étendue du désordre. Que se passerait-il alors s'il n'était plus possible de vivre par procuration (ou de revivre) la révolte des « casseurs » parce que le réseau internet n'approvisionne plus en riot-porn ou en récits détaillés brodés d'images, de s'abrutir ou se ressourcer à coup de séries sur internet pour avoir la force de retourner au turbin le lendemain ? S'il n'était plus possible d'y retourner. Ou si une coupure de courant localisée donnait l'élan supplémentaire décisif pour quitter son chez-soi, l'abandon de son poste de travail, ou plus de facilité à se mouvoir dans les rues en raison du désordre momentané ?

Je suis sûr de ne pas me tromper en disant que tous les compagnons qui liront ce texte ont au minimum eu des échos de ce qu'il se passait en France, qu'une grande majorité y a prêté une attention particulière, et que certains se sont posés la question de leur contribution.

Venir sur place pour une occasion particulière ou faire depuis où ils sont ce qu'ils estiment aller dans le bon sens, voilà entre autres deux possibilités pour ceux qui décident de participer.

Une contribution venant d'ailleurs, et cela se pose pour beaucoup d'autres occasions que les événements récents en France, pourrait passer par exemple par des suggestions : nous dans une autre situation nous avons fait ceci et cela pour telle et telle raisons, y avez-vous pensé ? De là où nous sommes, nous pensons qu'à ce moment ce serait bien que ceci et cela arrive, peut-être que nous pourrions vous être d'un certain apport ? Ou encore : si dans une situation comme cela vous aviez l'idée de faire ceci ou cela, pensez à nous. Une contribution en restant dans son contexte se pourrait-être : moi qui suis ici je sais que vous menez telle lutte, est-ce que je pourrais agir d'une telle manière cette action qui a une incidence sur la réalité qui m'entoure s'inscrive en même temps dans la lutte que vous menez ? L'incendie d'une pelleteuse Eurovia-Vinci à Berlin, d'une camionnette Axa Assurance à Athènes, l'incendie des véhicules d'expositions du concessionnaires Peugeot-Citroën à Thessalonique ou encore l'incendie de bureaux de la *Poste Italiana* à Gênes en solidarité avec les révoltés et les évadés des CIE et en clin d'œil au « ni loi ni travail » français constituent des réponses en acte. Que pourrions-nous imaginer d'autres ? Qui ne croit pas que le partage d'expériences ouvre la voie à l'expérimentation ?

« ...il y a des brèches qui s'ouvrent dans le contexte de ce mouvement. Il y a des moments de rupture. Tout cela existait avant et existera après. Continuons donc de les chercher et continuons d'y contribuer. Mais continuons de telle façon que lorsque ce mouvement mourra – et il va certainement mourir – des brèches ne cessent de s'ouvrir et que la rupture continue de pointer son nez là où personne ne l'attend. Si un jour on arrive à relier tout cela ensemble, peut-être qu'on fera face à une possibilité réelle de subversion de cette invivable société. »

Ceci n'est pas une insurrection

La révolution est pluralité, est multiplicité, est une noble émulation de différentes tentatives, est une secousse tellurique dont le centre est partout et qui donc n'en a aucun, elle est germination de vie nouvelle en relation directe avec les aspirations et les besoins de ses partisans, elle est la convergence de mille et mille activités dans le but commun de transformer la structure économique et sociale du monde.

L'Adunata dei Refrattari

Note

1. Allusion à une chanson de l'après mai 68, *Chacun de vous est concerné* de Dominique Grange, reprise et transformée plus tard par De André qui écrivit *La canzone del maggio*.



La reproductibilité, la propagation de l'attaque contre le pouvoir et quelques points supplémentaires

Février 2016 - Mexique

« L'image médiatique du "terroriste" interagit avec la police en défense de la paix sociale. Le citoyen applaudit ou s'effraie, mais il reste toujours dans la position de citoyen, c'est-à-dire de spectateur. La "lutte armée" se présente comme la forme supérieure des confrontations sociales. Qui est plus représentatif sur le plan militaire - au vu de l'effet spectaculaire des actions- constitue donc l'authentique parti armé. L'Etat, pour sa part, a tout intérêt à réduire la menace révolutionnaire à quelques organisations combattives pour transformer la subversion en face-à-face entre deux armées. Ce que craint la domination, c'est la révolte généralisée et anonyme [...] »

« C'est une chose que les anarchistes aient des armes, c'en est une autre, très différente, d'être un groupe armé [...] »

Le 11 mars 2009, une vidéo intitulée *19 secondes de guerre sociale* a été mise anonymement sur internet. Trois guerriers anonymes au visage couvert ont démontré la facilité et l'efficacité avec lesquelles il est possible d'attaquer ceux qui détruisent ta vie. Pour attaquer une agence bancaire en quelques petites secondes, deux marteaux, une bombe de peinture et la détermination ont suffi. Ce qui ressort le plus de la vidéo a peut-être été le succès qu'elle a eu sur youtube, il suffit de lire les commentaires qui l'accompagnent pour s'en convaincre. Mais ce qui nous semble le plus remarquable, c'est la vague de sabotages qui ont eu lieu dans la capitale mexicaine (et sûrement dans d'autres régions) après la diffusion de cette vidéo. La propagation du sabotage n'a pas été un hasard, elle est liée à la simplicité avec laquelle ce symbole de la domination a été attaqué, à la facilité avec laquelle certains matériels peuvent être acquis, c'est-à-dire : à la reproductibilité.

Longtemps, la plupart des sabotages qui ont inondé la ville de Mexico et d'autres régions du pays de manière anonyme et informelle -ou quelques-uns revendiqués- ont eu une caractéristique en commun allant au-delà de toute revendication. Cette caractéristique est que les attaques ont été réalisées avec des moyens reproductibles, et donc accessibles à n'importe quel compagnon ou compagne, ainsi qu'à quiconque éprouvant la nécessité de passer à l'attaque de ce qui nous exploite et nous opprime. Aujourd'hui encore, de nombreuses attaques sont réalisées de cette manière qui favorise leur propagation.

Dans un projet de lutte insurrectionnel et informel ayant l'intention de se diffuser au niveau social, mais aussi chez les compagnons, un élément aussi nécessaire qu'indispensable est la reproductibilité.

Concrètement, la reproductibilité signifie que les actes de sabotage sont réalisés avec des moyens (engins incendiaires, armes explosives ou autres instruments) faciles à élaborer [et à utiliser] et à se procurer et donc à la portée et à la disposition de n'importe qui. L'intention est que le sabotage soit à la portée de tous, que chacun puisse attaquer ce qui l'opprime et qu'il n'y ait pas besoin de chercher un groupe déjà formalisé (et parfois spécialisé) pour apprendre, mais que ce soit l'individu lui-même qui cherche les moyens d'agir, qui se retrouve avec des compagnons en affinité avec lesquels partager les connaissances, lancer la discussion et passer à l'action.

Quand nous parlons d'informalité, nous n'en parlons pas seulement comme d'une méthode organisationnelle de la lutte anarchiste, nous en parlons comme d'une manière dont l'individu acquiert une autonomie absolue et ne doit donc pas se subordonner à l'idéologie d'un groupe, ces groupes ayant souvent des accents autoritaires et, quoique bien camouflés sous des dehors "libertaires" ou autonomes, profitant de cette nécessité de passer à l'attaque pour accaparer les projets ou les individus anarchistes et ensuite les submerger dans une logique de subordination à un appareil central. Au contraire, c'est par la discussion, la réflexion et la critique que l'individu éprouve la nécessité de confluer avec d'autres individus singuliers, ou avec d'autres collectifs également constitués par des individus. La reproductibilité stimule aussi la radicalisation des actes individuels [ou collectifs] d'attaque, l'autonomie maximale entre individus et individus, collectifs et collectifs, pouvant générer, si on le souhaite, une coordination informelle dans laquelle, en dehors de toute logique de dépendance ou d'acceptation, on peut même arriver à partager les connaissances de chaque compagnon ou compagne en matière de sabotage.

Quelques réalités particulières

L'essence, comme les bouteilles en verre, l'huile de vidange et les torchons, sont faciles à se procurer et il en va

de même avec d'autres matériels avec lesquels attaquer le système et ses sbires. Pour nous, tous les moyens en accord avec les fins sont des armes que l'on peut pointer contre le pouvoir, certaines sont peut-être plus destructrices que d'autres, mais aucune ne peut être surévaluée idéologiquement par rapport aux autres, par exemple les armes à feu par rapport aux molotovs ou la dynamite par rapport à des bombes incendiaires artisanales. Voilà pourquoi la reproductibilité de l'attaque se base aussi sur des caractéristiques particulières à chaque endroit. Par exemple, le fait qu'en Bolivie la poudre noire et la dynamite puissent se trouver quasiment sur n'importe quel marché, presque n'importe où, et soient facile à se procurer a amené à ce qu'elles soient très communément utilisées dans les révoltes qui se produisent dans ce pays.

Dans notre contexte, la dynamite a aussi été très utilisée au cours des révoltes magonistes dans le nord du pays, car il était très facile d'en acquérir, le nord étant une région minière.

Même si en général il est actuellement un peu compliqué de se procurer du matériel explosif, il faut mentionner l'utilisation populaire dans l'insurrection de Oaxaca d'explosifs artisanaux avec les "coyotas", basiquement des pétards de foire reliés à des clous comme mitraille et donc extrêmement nocifs pour les flics qui réprimaient les révoltes sur les barricades.

Cependant, cette réalité de guerre quotidienne, de trafic de drogues et d'armes, la nécessité qu'à l'Etat de maintenir le pays dans une zone de guerre permanente, rend accessible l'acquisition d'armes à feu courtes et longues, de grenades et de ce qu'on veut obtenir. En outre, la société est habituée à leur emploi et [malheureusement] familiarisée avec leur maniement qui, dans de nombreux cas, s'apprend quasiment à l'adolescence, que ce soit pour la défense ou d'autres motifs. L'utilisation d'armes pour porter un coup au pouvoir, ou au cours d'une révolte généralisée ou lors d'une insurrection consciente, est donc un énorme potentiel. Et de nouveau, l'exemple d'Oaxaca (ainsi que d'autres moins connus) illustre clairement ce dernier point.

Pour le moment, nous ne voulons pas entrer dans une discussion sur les éthiques et les morales quant à l'usage des armes et au désarmement de la société. Nous ne sommes pas pacifistes, mais pas bellicistes non plus. Nous pouvons néanmoins affirmer que la réalité nous a démontré que ces dernières années la société en armes s'est seulement massacrée elle-même, ce qui convient inévitablement à l'Etat. Mais en tant qu'anarchistes nous allons dans une toute autre direction, vers la nécessité d'attaquer le pouvoir avec tous les moyens en accord avec les fins ; de faire en sorte que l'usage d'armes soit fonction des éthiques anarchistes. Nous parlons ici de l'agir révolutionnaire, des actes de sabotage conscient, de leur propagation aisée et efficace pour la destruction du pouvoir.

Pour la destruction du mythe de la spécialisation et de la professionnalisation: ni spectateurs ni acteurs.

Par le biais de toute la merde que le système diffuse dans ses télévisions, ses cinémas, ses théâtres et ses livres de fiction,

s'est créée une image du saboteur comme un professionnel de la violence. Une image du saboteur professionnel qui se voit complétée, peut-être involontairement, par la propagande visuelle de quelques armées de guérilleros ou groupes de guérilla urbaine radicaux (qu'ils soient de gauche, marxistes-léninistes ou même anarchistes) dont les participants apparaissent avec des mitraillettes ou des armes de gros calibre afin faire de l'effet aux yeux de l'Etat et de la société; ou bien, selon leurs propres mots, à des fins de propagande. Mais nous pouvons aussi ajouter à tout cela l'image de "héros et de téméraire" que certains compagnons créent autour de la figure de compagnons passant à l'action, dans le passé (et au présent).

Mis à part le fait qu'à certains moments les anarchistes -et toute personne qui se rebelle- nous ayons besoin d'apprendre à utiliser des armes à feu (ce qui, comme nous le disions dans le paragraphe précédent, est plus commun au Mexique que d'apprendre à lire), ainsi que des stratégies de combat à champ ouvert ou en guérilla urbaine, ce type de propagande armée visuelle n'est qu'un obstacle pour la propagation de l'attaque et du sabotage à une grande ampleur, dans le social, en dehors de nos cercles et surtout en autonomie; et ce pour deux raisons :

- Premièrement, parce que l'image du professionnel de la violence laisse en marge tous ceux qui, voulant se lancer à l'attaque, ne trouvent pas les moyens prétendument adéquats [spécialisés] pour attaquer le système (même si, selon les cas, la plupart ont à voir avec un côté spectaculaire), et c'est ainsi que des individus ayant soif d'attaquer restent dans l'immobilité et simples spectateurs.

- La seconde raison est que la propagande visuelle du saboteur professionnel génère un abîme entre l'individu, l'organisation et les organisations. L'individu éprouve la nécessité d'attaquer, mais il croit qu'il doit pour cela faire partie d'une organisation professionnelle en guérilla urbaine, à un organisme systématique, ou bien créer une organisation qui se spécialise en cela et laisse de côté d'autres aspects de la vie dans lesquels il est aussi nécessaire d'intervenir. S'il ne trouve pas une organisation qui l'avalise ou s'il se retrouve dans l'impossibilité d'utiliser ou de manier certains instruments, survient à nouveau l'immobilité des spectateurs, car l'individu reste immobile face à l'impuissance de ne pas être au "niveau" pour attaquer l'Etat.

Il est clair que chacun est capable de se chercher les moyens s'il le veut, il n'y a aucun doute là-dessus, mais non seulement mon observation se base sur ma propre expérience et la connaissances d'autres expériences, mais elle pointe spécifiquement les moments où ce type de propagande visuelle laisse à la marge non pas [uniquement] les compagnons qui ont de quelque manière accès à des manuels et d'autres choses qu'ont légués de vieux compagnons; je me réfère concrètement à des compagnons isolés (pour quelque raison que ce soit) du mouvement, ou bien au citoyen "commun" qui veut arrêter de l'être et passer à l'attaque et s'en voit souvent dans l'impossibilité.

Mais le mythe du spécialiste ou du professionnel de la violence a d'autres mauvais relents

La diffusion de ce type de propagande visuelle (plus précisément de la part de compagnons, sans compter l'image que

l'Etat crée des terroristes) va souvent de pair avec le fait que l'on croit que plus l'attaque ou les instruments de sabotage sont spécialisés, plus le dommage causé aux infrastructures du pouvoir (nous entendons par là les personnes et les choses) est grand. La pratique elle-même a démontré que ce n'est pas vrai -ou tel que l'on se l'imagine souvent.

Les compagnons qui en 2011 ont attaqué le Wal-Mart de Buenavista situé en plein dans le centre du District Fédéral, rendent clairement compte dans une entrevue pour le livre "*Que se ilumine la noche*" et dans un vaste récit qu'il suffit de quelques éléments faciles à obtenir et de détermination pour causer de grands dommages aux infrastructures du pouvoir. Une bouteille en verre, de l'essence, des préservatifs comme retardateur et des pastilles de sulfate d'ammonium ont été suffisants pour provoquer la destruction totale du Wal-Mart. Il faudrait aussi mentionner les compagnons qui ont brûlé les 31 véhicules de patrouille neufs de la police municipale à Tijuana. Il a suffi de quelques armes courtes pour couvrir la retraite, d'une voiture, de quelques litres d'essence et de détermination. Nous ne citons là que ces deux exemples vu leur effet "spectaculaire" et l'ampleur des dommages, sans parler des centaines de sabotages réalisés quotidiennement avec des molotovs et des engins artisanaux faits avec des bouteilles en plastique, des allumettes, des cigarettes et de l'essence.

De même, le mythe du professionnel de la violence ou de la spécialisation est souvent alimenté par un autre facteur : être ou vouloir toujours à la hauteur du système.

A vouloir toujours être à la hauteur du système et faire concurrence à ses armées, en plus de toujours se retrouver à a golpe de martillo en nous mesurant à l'aune où le système nous mesure, le groupe d'attaque finit par devenir un reflet des armées de ce même système, en arrivant même à poser l'action armée ou le groupe de guérilla comme une fin en soi, et pas comme un moyen pour l'attaque -accordant souvent plus de valeur aux armes à feu et à leur iconographie [mercantile] au détriment d'autres instruments d'intervention.

Lorsqu'en certaines occasions il a été dit que les groupes finissent par être un reflet déformant de l'Etat lui-même, il est question de la glorification et de la surestimation des armes, du fusil, de l'explosif. Alors, ces éléments qui devraient n'être que des instruments du révolutionnaire finissent par devenir son identité et il perd ainsi sa particularité en tant qu'individu, en déléguant son identité propre à une fausse identité, entretenue par un instrument-icône mercantile du système, comme le sont les armes -instruments que l'on prend par nécessité, hors de tout fétichisme. Les armes sont une marchandise et la meilleure chose que nous puissions faire, c'est de les rendre utilement inutiles. En tant qu'anarchistes, j'en suis fermement convaincu, nous sommes contre le fétichisme des armes et de toute organisation (ou sigle) qui se transforme en quelque chose d'identitaire et qui finit par nier l'individu ou les individus. Notre seule identité, c'est notre propre individualité,

nous sommes nous-mêmes notre unique identité et cela se reflète dans nos mots, nos pensées et nos actes, qui se fondent en chacun.

Alors, que voulons-nous et que proposons-nous ?

Pour ce qui est de l'attaque contre les structures de l'Etat et du Capitalisme, mais surtout du Pouvoir, nous souhaitons une propagation de l'attaque, du sabotage et de la perspective insurrectionnelle. Nous cherchons à ce que la guerre sociale s'intensifie toujours davantage, jour après jour. Que tous ceux qui éprouvent la nécessité d'attaquer l'Etat, le Capitalisme et le Pouvoir le fassent, sortant surtout de la position confortable de spectateur ou de l'immobilité fautive de moyens.

En ce qui concerne l'organisation anarchiste, nous proposons une méthode organisationnelle informelle et donc en constant développement et autocritique, fondée sur l'affinité et pas sur la délégation ou l'accord systématique. Qui soit construite à partir des besoins que nous identifions dans notre environnement immédiat. Une méthode informelle qui ne place pas l'organisation, ni aucun sigle, au dessus de l'individu, mais que l'organisation soit soumise et subordonnée à la pratique et à la réflexion constantes, comme doit l'être aussi l'action. Une organisation basée sur une méthode informelle de lutte qui soit capable de se propager et de se reproduire en termes qualitatifs.

Quant à l'usage d'armes et d'explosifs (faciles à se procurer sur ce territoire), une lutte qui soit cohérente avec les principes acrates et l'informalité. Un agir qui rompt nettement avec la glorification des armes, qui coupe court au fétichisme créé autour du sabotage armé ; une lutte conséquente qui, en attaquant le pouvoir, détruit le discours qui place l'acte armé au dessus d'autres actes de sabotage, et une critique du fétichisme de l'illégalité. Rompre, en agissant, avec le discours mercantile de l'arme semblable à celui des grandes avant-gardes et organisations armées militantes, qui mettent leurs membres dans un jeu de pouvoir, semblable à celui qu'elles reflètent dans chaque aspect de leur organisation. Voilà ce que nous voulons dire par se voir dans le miroir déformant du pouvoir. Nous proposons, non pas une lutte armatiste structurée, mais une lutte directe contre le pouvoir dans sa totalité, qui soit capable de se propager et de se reproduire, et si les armes à feu sont un recours facile à obtenir, que leur emploi soit cohérent, comme un moyen supplémentaire, pas comme une fin.

La guerre sociale est une réalité constante, l'attaque individuelle ou collective aussi, le mieux serait que cette réalité se propage encore plus, essaime, se dissémine sur tout le territoire, et pour y contribuer que les moyens d'attaque facilement reproductibles et faciles à obtenir, cela doit être la perspective de concrétion de l'attaque qui accompagne nos luttes pour l'anarchie.

Pour une pratique informelle, anonyme et autonome d'attaque contre le pouvoir



Feu aux villes !

Quelques pensées sur les hostilités contre les profiteurs de l'oppression

Septembre 2016 - Allemagne

Dans nos luttes communes contre le pouvoir, l'exploitation et l'oppression, il est toujours nécessaire de clairement identifier les ennemis de nos idées de liberté et d'auto-détermination. Si nos luttes sont supposées d'être des luttes sociales, on doit alors en permanence, conséquemment et avec un regard clair analyser le terrain sur lequel elle se déroulent, cherchant à comprendre les dynamiques sociales dans nos contextes. Il s'agit d'examiner le cadre social des lignes de conflit et de responsabilités afin de disposer d'une analyse qui rend possible d'avoir dans la ligne de mire lors de la lutte sociale les profiteurs de la situation sociale. Dans le contexte de ces efforts, il faut prendre distance des thèses gauchistes stupides qui prescrivent qu'il n'y a pas de responsabilités dans ces conditions – les gens font des choix, ces choix produisent un certain comportement, et ce comportement a un effet direct sur le terrain social.

Le métropole a toujours été un endroit où les lignes du conflit social sont plus clairement visibles. C'est le cas parce que dans cet environnement, ceux qui, dans l'idéal du capitalisme, ne devraient jamais se rencontrer – les opprimés et les exploités d'un côté, et les riches, les privilégiés et les profiteurs de l'exploitation de l'autre – côtoient un même espace. Dans un autre époque, l'ordre social été érigé sur une division stricte entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas. Les villes étaient les endroits où ces divisions claires sont devenues plus faibles à mesure qu'elles grandissaient toujours plus, et c'est la raison pour laquelle elles ont souvent été le théâtre d'éruptions de rage que cette division provoque.

Dans cette optique, le pouvoir a toujours eu un grand intérêt à canaliser et à gérer la vie en ville en la rendant le plus efficace et prédictible possible. Les développements récents dans les métropoles ont montré clairement que le pouvoir utilise le terrain urbain comme des champs d'expérimentation de contrôle et de gestion par tous les moyens à disposition, et qu'il réagit rapidement et remarquablement flexible aux modifications dans la machinerie capitaliste.

Des compagnons de Zurich en Suisse ont articulé ces tendances de façon vraiment précise, en publiant le texte « Contre la ville des riches » (aussi publié dans Ava-

lanche, n° 4). « Big business » ne se déroule plus dans les centres commerciaux et les magasins au centre-ville, les métropoles sont plutôt devenues des points sensibles dans les réseaux du pouvoir et de production et doivent donc être réservés à ceux qui tirent profit de ces conditions.

Des logements de luxe, des complexes de bureaux, des districts chers dédiés au divertissement et à la consommation, allant de pair avec l'extension et l'amélioration permanente de l'architecture du contrôle social, de la répression et de la pacification, sont en train de façonner notre milieu de vie ces jours.

Pourtant, même dans cette vision dystopique, des signaux enragés et enflammés contre cette hégémonie de la prospérité s'observent dans bien d'endroits différents. La concentration de richesses et de propriété, l'ostentation offensive des privilèges des gagnants de cette société constituent une provocation constante des exclus, des laissés-en-arrière, des mécontents. La pacification et l'intégration sociale à travers le théâtre démocratique peuvent parfois sembler tout-englobantes et inattaquables, mais la tension et l'hostilité contre les autorités et les conditions qu'elles défendent sont multiples et visibles.

Dans cette tendance, il semble juste de dénoncer et d'exposer les profiteurs de ces développements de façon permanente et conséquente afin de diffuser des hostilités contre eux – dans le conflit social qui nous entoure, il y a des ennemis visibles et attaquables qui doivent être indiqués.

L'amélioration de l'architecture sécuritaire supposée protéger la richesse, peut être sabotée. Le fait qu'on a besoin d'argent pour survivre, peut être adressé par des actes individuels et collectifs d'expropriation. Vandalisme, rassemblements offensives et des idées d'attaque claires peuvent constituer une réelle menace à l'œuvre d'effacement des contradictions visibles dans l'espace public à travers le déplacement et la gentrification. Si nous comprenons le réseau mondial d'exploitation comme un organisme, les métropoles constituent les points centraux de son système nerveux, vulnérables à des court-circuits et des interruptions à répétition.

Dans différents contextes, il est devenu clair que des compagnons sont en train d'expérimenter avec différentes formes d'intervention dans l'environnement urbain, corrélant entre eux en mots et en actes, explorant l'espace social et cherchant à trouver des façon d'intervenir et d'attaquer.

Le 17 mai 2015, le siège de l'entreprise de logements de luxe "von Poll" à Francfort est dévasté et rendu inutilisable pour un bon moment pendant que des crève-pneus dans les rues aux alentours empêchent les flics d'intervenir. Quelques nuits plus tard, trois bureaux de la même entreprise sont attaqués à Hambourg à coups de pierres, de peinture et d'acide butyrique. L'entreprise émet une recompose de 50 000 euros à celui qui permettra l'arrestation des assaillants.

Fin mars, quelques habitants enragés du quartier Schanzenviertel érigent une barricade, protégeant des attaques contre des magasins de luxe à coups de pierres. Des slogans comme "contre la ville des riches" et "combattez la gentrification" sont peints sur les murs. L'action était une protestation contre la vente d'une maison en propriété collective à un investisseur, qui est maintenant en train de rénover l'endroit afin de pouvoir le louer après à celui qui peut se le permettre. Les propriétaires des magasins qui avaient été attaqués sont scandalisés et posent en victimes de la gentrification à leur tour. Ils se présentent comme des acteurs "alternatifs" dans le quartier, démontrant ainsi que parfois il est très valable de dépasser le respect envers les profiteurs de la gentrification, peu importe leurs bonnes intentions. A répétition, des manifs sauvages ont lieu, vandalisant des magasins et des entreprises, laissant des signes de rage sur place. Personne n'est arrêtée, car la foule se disperse toujours dans la nuit avant l'arrivée même des flics.

Le 23 avril 2016, des véhicules de l'entreprise de catering de luxe "Frischeparadies" à Hambourg sont incendiés - dix ans après que le supermarché de luxe de cette même entreprise avait été pillé lors des luttes contre la répression sociale.

Le 30 avril 2016, quelques individus masqués saisissent l'occasion d'un matin tôt et la fixation des flics sur le spectacle du Premier Mai pour piller un supermarché bio. Des tracts sont laissés sur place disant:

"Le Denn's Market à Altona a été pillé et nombreux sacs remplis de nourriture ont été pris. Nous sommes contre un monde où des gens sont divisés en gagnants et en perdants. Contre un monde où quelques uns sont très riches, tandis que d'autres ne peuvent pas se permettre de manger. [...] L'expropriation - le pillage et le vol de marchandises ou d'argent, sacrés dans cet ordre sociétal - est une façon pour s'attaquer à ces conditions. Il ne s'agit pas de s'enrichir ou de rendre le système plus juste. Il s'agit de révolution sociale. Nique la ville des riches. Prend ce que tu veux et vole pour te réapproprier ta vie!"

Dans la soirée du samedi 21 mai 2016, une trentaine de personnes masquées s'approchent du complexe de logements de luxe "Glockenbachsuiten" récemment

construit à Munich et lancent un grand nombre de bombes de peinture contre la façade.

Le 29 mai 2016, une foule enragée se rassemble dans une rue bien gentrifiée dans le quartier de Kreuzberg à Berlin. Deux barricades sont érigées et enflammées, des crève-pneus lancés dans les rues aux alentours. Ainsi protégés, les assaillants s'en prennent à une nouvelle maison de luxe, un transformateur d'électricité, des voitures de luxe, un hôtel et un supermarché avec du feu, de la peinture et des pierres. Un communiqué anonyme parle de "peinture, pierres et du feu contre la ville des riches" en solidarité avec les affrontements en cours en France.

Le 7 juillet 2016, d'importantes secteurs du réseau ferroviaire zurichois en Suisse sont paralysés - des câbles ont été incendiés à deux endroits différents, ce qui a enclenché les systèmes de sécuritaire du trafic ferroviaire, paralysant du coup toute circulation sur ces lignes. Pendant de longues heures, le vacarme du métropole est obligé de prendre du repos. Personne ne s'octroie la paternité de l'attaque - tout individu désirant une rupture dans la totalité de la routine quotidienne a pu le faire.

A Basel, pendant la nuit du 24 juin 2016, une manifestation sauvage parcourt une rue pleine de complexes de bureaux. Les manifestants s'attaquent à des filiales de compagnies d'assurances, d'entreprises de sécurité, des bureaux de partis politiques et à un tribunal. Malheureusement, plusieurs personnes ont été arrêtés suite à cette manifestation, quatre d'entre eux se trouvent toujours en détention préventive. Dans les villes suisses de Basel et de Zurich, on expérimente très souvent avec rassemblements et des manifestations sauvages et destructrices. En décembre 2014, une fête "Reclaim the Streets" à Zurich s'est transformée en grande émeute, provoquant des gros dégâts au centre-ville. Deux semaines plus tard, 10 000 exemplaires d'un tract sont distribués dans la ville, parlant "contre la ville des riches" et proposant une lutte contre la domination capitaliste à Zurich. Cette publication provoque de vastes échos, autant positifs que négatifs.

Le 12 août 2016, le siège de l'entrepreneur maritime Folkard Edler à Hambourg est attaqué dans une des rues les plus riches de la ville. Une Porsche garée devant le bâtiment part en fumée. Edler n'est pas seulement le propriétaire dégueulasse d'une entreprise maritime et donc un protagoniste dans la circulation mondiale de marchandises, il a aussi fait une donation de 1 million d'euros au parti raciste et nationaliste AFD pour financer sa campagne électorale.

Les actes qu'on a décrit ici sont des exemples d'intervention, indépendants les uns des autres, mais ce qui les réunit, c'est le fait qu'ils ont eu lieu sur des terrains dont tous les aspects sont contraires à nos idées de liberté et d'auto-détermination. Notre tâche compliquée est de ne pas permettre que ces actes soient isolés comme des coups spectaculaires, mais de les insérer dans la conflictualité sociale, dans une perspective de révolte sociale qui nous approche de la liberté inconnue, mais passionnément désirée.



Désarticuler l'autorité

Août 2016 - Suisse

[En juillet 2016, une attaque incendiaire a ciblée un relais de télécommunication d'urgence de la police de Zurich (Suisse). Comme expliqué dans l'article qui suit publié dans le journal anarchiste bihebdomadaire *Dissonanz* n° 34, une situation répressive a suivie ce sabotage avec plusieurs perquisitions et un compagnon recherché. A part la nécessité d'ouvrir un espace de solidarité avec ce compagnon recherché et les anarchistes de Zurich, cette article nous semble toucher un point crucial de la projectualité insurrectionnelle anarchiste : l'identification de l'ennemi. L'approfondissement de cet aspect, en pensées et en actes, nous semble d'intérêt pour tout anarchiste qui veut se retrouver à couteaux tirés avec l'existant et qui cherche des façons pour désorganiser les forces de l'autorité et de l'acceptation.]

Un mois est passé depuis l'attaque de l'antenne de Zurich-Waidberg, un mois de silence suspicieux du côté des médias et des autorités. Ce n'est que la semaine dernière qu'ont commencé à sortir les premiers détails, et on apprend par les médias que l'antenne en question n'était rien moins que le système radio d'urgence de la police de Zurich, qui devrait entrer en fonction au cas où le système radio normal ne fonctionnerait plus. Les câbles à la base de cette antenne ont été livrés aux flammes, causant des centaines de milliers de francs suisses de dommages, et la mettant hors service "pendant plusieurs jours", et on apprend aussi qu'un mandat d'arrêt international a été émis contre le compagnon recherché [voir *Ding Dong – c'est l'État* in *Dissonanz*, n° 32].

A la lumière de ces nouveaux faits, le silence qui a suivi ce sabotage ne nous surprend pas, parce qu'avec cette attaque, ce qui a été touché est un nerf à vif qui a mis dans l'embarras l'ensemble des forces de police de la ville de Zurich, en mettant en évidence sa vulnérabilité. Qu'aurait-il pu arriver si, à ce moment-là, pour une raison quelconque, il y avait eu une panne du système radio de la police ? Sans pouvoir utiliser la radio pour communiquer, transmettre des ordres et des informations, la police de Zurich se serait probablement retrouvée sé-

rieusement limitée dans sa capacité à se coordonner et à réagir, créant une situation favorable pour quiconque a des comptes à régler avec cette société. Mais faisons un pas supplémentaire. Et si cela s'était produit lors de moments de tensions sociales, comme par exemple au cours des émeutes de Bellevue d'il y a quelques années ou celle d'Europa-Allee ? Sans pouvoir se coordonner, les forces de l'ordre se seraient retrouvées avec de sérieuses difficultés pour reprendre le contrôle de la situation et garantir un retour à la normalité. Ces émeutes, au lieu d'être des émeutes éclair de quelques heures, auraient peut-être eu assez d'oxygène pour se diffuser à travers l'espace et le temps. Même leur caractéristique aurait pu se transformer en quelque chose de *différent* : en créant une cartographie difficilement contrôlable par les autorités à cause de leur incapacité à se coordonner, elles auraient pu ouvrir de nouveaux espaces de réflexion. Europa-Allee, et ensuite ? Que voulons-nous ? Comment voulons-nous vivre ? Des questions qui auraient trouvé des réponses pratiques et immédiates sur le moment. Le problème de la gentrification, par exemple, est lié au problème de la richesse, de ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, et sans la protection des forces de l'ordre, l'expropriation de la part de ceux qui n'ont pas aurait pu être une réponse. La révolte pourrait même aller bien au-delà du seul problème de la gentrification, mettant en cause la propriété privée, et avec elle une des racines mêmes de la société de l'autorité.

Face aux injustices et aux abus de cette société, nous nous sentons souvent impuissants. Au fond, transformer la société est un objectif quasi impossible, alors, que peut faire une simple personne ? Sans trop y réfléchir, nous nous abandonnons à des traditions, des rituels, des identités collectives et des répétitions d'actes simplement parce que c'est ce qui s'est toujours fait. La quantité de personnes descendues dans la rue, des dégâts causés et des flics blessés deviennent les paramètres de mesure du succès ou pas d'une manifestation. Nous ne voulons pas admettre que mesurer uniquement le côté quantitatif n'est rien d'autre qu'une illusion que nous nous créons pour continuer à réitérer les mêmes

rituels. La logique du "dix aujourd'hui, cent demain" nous empêche de regarder au-delà de notre nez, de voir que quelque chose d'autre peut être fait, que même un petit acte peut changer plus drastiquement une situation que la répétition permanente de recettes "qui ont fait leur preuves". Nous pensons qu'il est nécessaire de développer la capacité de regarder au-delà de tous ces rituels et de ces habitudes commodes qui atrophient notre capacité d'imagination, afin de trouver *également d'autres* manières d'agir.

Le silence qui a suivi cette attaque a donc été la feuille de vigne qui a tenté de couvrir une vérité simple : la supériorité numérique et en armement ne comptent pas beaucoup face à l'intelligence et à l'ingéniosité humaines. Un nœud de câbles livré aux flammes *au bon endroit et au bon moment* par une personne singulière ont le pouvoir de désarticuler une armée entière, de transformer une situation qui peut sembler statique en quelque chose de *nouveau, de différent et d'imprévisible*. Maintenant, si on pense au fait que la société dans son ensemble ne peut

fonctionner que grâce à la présence d'infrastructures qui permettent la circulation des flux, des informations, de l'électricité, des marchandises, des personnes, etc., au fait que ces infrastructures sont présentes *partout* dans l'espace physique, c'est un monde entier de possibilités d'*agir et interagir* qui s'ouvre sous nos yeux. Ces derniers mois, on a vu comment [un petit feu, au bon endroit peut aussi paralyser « *la moitié de la Suisse* » [voir Tout paralyser, in *Dissonanz*, n° 30], comment les câbles d'une antenne brûlée peuvent mettre hors d'usage une partie du système de communication de la police : qu'aurait-il pu arriver si ces sabotages s'étaient produits à des moments particuliers en interagissant avec d'autres événements ?

L'Etat, l'économie et l'autorité ne sont pas du tout abstraits et intouchables, il suffit d'en trouver les points faibles, il suffit d'un peu d'esprit et d'imagination. Pour qui sait où regarder, le roi est nu et vulnérable. Au compagnon en fuite, nous souhaitons bonne chance, où qu'il soit.

6 - FRANCE - *Un printemps en France*

13 - MEXIQUE - *La reproductibilité, la propagation de l'attaque contre le pouvoir et quelques points*

16 - ALLEMAGNE - *Feu aux villes !*

18 - SUISSE - *Désarticuler l'autorité*

Le prochain numéro sortira en décembre 2016. Les contributions peuvent être envoyés à correspondance@riseup.net et cela avant le 1 décembre 2016.

Débats et commentaires

A partir du prochain numéro d'Avalanche, il y aura une section réservée aux débats et commentaires. En envoyant de tels textes, on invite les compagnons et compagnes à prendre comme point de départ des problématiques, des questionnements ou des perspectives qui avaient été soulevés dans les numéros antérieurs d'Avalanche. Le but de cette section de débat est bien évidemment d'offrir un espace d'échange internationale entre anarchistes en lutte pour approfondir certains aspects, pour permettre des retours critiques sur des propositions,...